



Association Européenne pour le Droit Bancaire et Financier
Association régie par la loi française du 1er juillet 1901

LEGAL WATCH

European Society for Banking and Financial Law
Association governed by the French law of 1st July 1901



Le mot du président

The President's word

Dix ans après, le retour...

La présidence de l'AEDBF Europe, après avoir tourné en Belgique, au Luxembourg, et en Italie revient en France. C'est un grand défi auquel les membres de l'AEDBF France se sont engagés avec enthousiasme en créant de manière séparée à l'AEDBF France un bureau pour l'AEDBF Europe.

Le plan d'action présenté lors du Conseil d'administration qui s'est déroulé à Monaco le 28 novembre 2008 comporte donc les objectifs suivants :

- Développer le réseau d'associations sœurs en continuant le travail lancé par les présidences luxembourgeoises et italiennes auprès de juristes de pays européens ne disposant pas de structures AEDBF
- Aider les associations nouvellement créées à s'établir dans le paysage juridique de leur pays
- Renforcer les actions de type scientifique (colloque et revue) au sein de l'AEDBF Europe

Ce programme s'inscrit donc dans la lignée des travaux précédents. Il ne pourra être un succès qu'avec la participation et le soutien de chacun d'entre vous

Ten years after, French Presidency is back...

The AEDBF Europe Presidency, after having turned to Belgium, Luxembourg and Italy is coming back to France. This is a great challenge for which the members of the AEDBF France have committed themselves with enthusiasm by setting up at the AEDBF France an independent board for the AEDBF Europe.

The action plan which was presented at the last board of directors' meeting in Monaco on the 28th of November 2008 contains the following objectives:

- Developing the associations' net by carrying on the work made of the Italian and Luxembourgish presidencies in the countries that haven't any independent structure so far.
- Helping the newly created associations to establish themselves in the legal landscape of their country
- Strengthening the scientific-type actions (symposiums and publications) within the AEDBF Europe.

This program fits in line with the previous Presidencies works. To be successful, it will need the support and participation of each of you.

HUBERT DE VAUPLANE



L'AEDBF

Présentation

L'Association Européenne de Droit Bancaire et Financier est une association européenne de professionnels en droit bancaire et financier. Cette association regroupe des juristes de banque et d'entreprise, des avocats, des magistrats, des universitaires, des fonctionnaires et des économistes.

L'objectif principal de l'Association est de promouvoir le Droit Bancaire et Financier en Europe et de représenter les intérêts des professionnels du secteur.

Organisation de l'association

Gouvernée par une assemblée générale, l'AEDBF est administrée par un conseil d'administration composé de membres de l'Union Européenne et de la Suisse. Son travail est supervisé par un comité technique comprenant des Professeurs d'Université, des juristes de banques et d'entreprises et des avocats.

Son administration journalière est assurée par une équipe tournante qui agit en tant que Bureau.

L'AEDBF rassemble des membres, personnes physiques ou morales, dont les compétences en matière juridique ou financière sont reconnues. La représentation et le développement de l'association dans les différents Etats sont assurés par des comités nationaux ou des correspondants.

Depuis 2005, l'AEDBF a lancé un projet de développer son activité dans les nouveaux pays membres de l'Union Européenne tels que la Pologne, Hongrie, Tchéquie, Lituanie, Malte, Lettonie, etc.

Elle a rencontré un grand intérêt parmi les juristes de droit bancaire et financier de ces pays et certains travaillent déjà à la mise sur pied de Comités Nationaux dans leurs pays respectifs.

Membres du Bureau

Le nouveau bureau nommé lors de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2008 sous la présidence de Monsieur Hubert de Vauplane est composé comme suit:

- **M. Hubert de VAUPLANE**, Président de l'AEDBF, Directeur juridique et conformité du groupe Crédit Agricole SA, *responsable de la coordination pour la France* ;
- **M. Jean-Michel DAUNIZEAU**, membre d'honneur de l'AEDBF, ancien Directeur juridique Crédit Agricole SA ;
- **M. Jean-Pierre MATTOUT**, Trésorier de l'AEDBF, Avocat associé, Kramer Levin Naftalis & Frankel, *responsable de la coordination pour la Belgique, le Luxembourg et la Roumanie* ;
- **Mme Delphine MARIOT-THOREAU**, Vice-présidente de l'AEDBF, Direction juridique, CALYON, *responsable de la coordination pour l'Espagne et le Portugal* ;
- **Mme Marie-Hélène BESSIS**, Directrice juridique Retail Banking France, BNP Paribas, *responsable de la coordination pour la Pologne, la Hongrie, et l'Italie* ;
- **M. Bruno DONDERO**, Professeur à l'Université de la Réunion, *responsable de la coordination pour Malte* ;
- **M. Pierre FISET**, Citigroup, Directeur juridique pour l'Europe du nord, *responsable de la coordination pour le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande* ;
- **M. Alain PIETRANCOSTA**, Professeur à l'Université Paris 1, responsable du comité scientifique de l'AEDBF ;
- **M. Sébastien PRAICHEUX**, Direction juridique, CALYON, *responsable de la coordination pour le Danemark, Chypre, la Finlande, la Grèce, la Slovénie et la Suède*.



AEDBF

Presentation

The European Society for banking and financial law is one of the major European Association of banking and financial law practitioners.

AEDBF is bringing together banking and corporate legal counsels, judges, academics, public officers and economics. The society's main purposes are to promote the knowledge of national and European banking and finance law and to represent the interest of the professionals in this field.

Framework of the Association

AEDBF administrative organs are the General Meeting, called at least once a year, and the Board of Directors composed by members belonging to European Union member states and Switzerland. The Board of Directors' activity is supervised by a technical committee composed by academics, in-house bank counsels, and legal practitioners. Its daily administration is run by a team acting as the Secretariat (the Bureau).

AEDBF membership is divided into honorary members, private individuals, active members and correspondents, with a recognised expertise in legal and financial matters. The representation and development of the association's activities in individual countries are carried out by national committees or correspondents.

Since 2005, AEDBF has launched a project of extension of the Association to new European Union Member States such as Poland, Hungary, Czech Republic, Lithuania, Malta, Latvia and other European countries. This project has met the interest of the legal banking financial community and some of these Countries have established or are going to establish a national committee of AEDBF.

Members of the Bureau

The new board members appointed on the General meeting of the 28th of November 2008, under the Presidency of Hubert de Vauplane are:

- **M. Hubert de VAUPLANE**, as President of AEDBF, Group General Counsel, Legal & Compliance, Crédit Agricole S.A, *in charge of coordination for France*;
- **M. Jean-Michel DAUNIZEAU**, Honorary Member of AEDBF, former Group General Legal Counsel, Crédit Agricole SA;
- **M. Jean-Pierre MATTOUT**, as Treasurer of AEDBF, Partner, Kramer Levin Naftalis & Frankel, *in charge of coordination for Belgium, Luxembourg, Romania*;
- **Mrs Delphine MARIOT-THOREAU**, as Vice President of AEDBF, Legal Head Department, CALYON, *in charge of coordination for Spain and Portugal*;
- **Mrs Marie-Hélène BESSIS**, Legal Head Retail Banking France, BNP Paribas, *in charge of coordination for Poland, Hungary, Italy*;
- **M. Bruno DONDERO**, Professor at the University La Réunion, *in charge of coordination for Malta*;
- **M. Pierre FISET**, Citigroup, Division Counsel for Northern Europe, *in charge of coordination for Denmark, United Kingdom and Ireland*;
- **M. Alain PIETRANCOSTA**, Professor at the University Paris 1, *in charge of the scientific council of AEDBF* ;
- **M. Sébastien PRAICHEUX**, Legal Head Department, CALYON *in charge of coordination for Denmark, Cyprus, Finland, Greece, Slovenia and Sweden*.



AGENDA

17 juin 2009 : Assemblée générale de l'AEDBF Italie

L'assemblée générale de l'AEDBF Italie s'est déroulée à Milan (locaux d'Intesa SanPaolo). A l'issue du meeting, une conférence a eu lieu sur les profils nationaux et internationaux de la crise bancaire. Le Professeur Marco Onado, de l'Université Bocconi de Milan, était parmi les conférenciers.

10 juillet 2009 : Roumanie : une Association en devenir

H. de VAUPLANE, J-P MATTOU et R. TUDORANCEA ont eu une première rencontre fructueuse le 10 juillet 2009 avec le Président de l'Association des conseillers juridiques du système financier et bancaire de Roumanie, L. SILBERSTEIN, directeur juridique de la Banque Nationale de Roumanie ainsi que M. MATESOL et de G. H. SCHIOPU. Cette association regroupe plus d'un millier de juristes. Un projet est en cours pour la création d'une prochaine section roumaine de l'AEDBF.

24 septembre 2009 : Petit déjeuner de l'AEDBF France

Conférence sur le thème de la responsabilité des banques dans la distribution des produits financiers aux particuliers. Avec la participation de Jean-Jacques Daigre et Yves Gérard.

23 octobre 2009 : 5ème Journée Internationale de droit bancaire et financier de l'AEDBF Monaco

Thème : Banques et Frontières, de l'effet des frontières sur le droit bancaire et financier.

Automne 2009 – Été 2010 : Les Quatre Saisons de l'AEDBF Belgique

L'AEDBF Belgique organise en 2009-2010 un cycle de quatre déjeuners-causerie : Les Quatre Saisons de l'AEDBF. Ces rencontres devraient avoir lieu le 29 septembre 2009, le 3 décembre 2009, le 18 mars 2010 et le 25 juin 2010.

L'AEDBF Belgique organisera aussi un colloque sur les marchés de l'énergie, le 17 septembre 2009.

Octobre 2010 : Symposium organisé par l'actuelle Présidence

Le sujet du symposium doit être prochainement entériné par le Comité scientifique.

INFORMATIONS DIVERSES

Comités nationaux

La liste des Comités nationaux ainsi que leurs coordonnées est présente sur le site internet de l'AEDBF à l'adresse suivante :

<http://www.aedbf.eu/index.php?id=comite>

Revue EUREDIA

EUREDIA est une revue trimestrielle, en langue française et anglaise, publiée aux Editions Bruylant, sous l'égide de l'Association Européenne pour le Droit Bancaire et Financier, l'Institut de Droit et d'Economie des Affaires (IDEA) de l'Université Lyon 3 et le Centre Européen de Recherches en Banque et Finance.

[Abonnement à : Etablissements Emile BRUYLANT SA Rue de la Régence 67 B-100 Bruxelles abt@bruylant.be. Cotisation : 200€](mailto:abt@bruylant.be)

Prix de thèse AEDBF France

L'AEDBF France, a institué un prix dénommé "**Prix de l'AEDBF-France 2010**" visant à récompenser des thèses de droit bancaire, financier ou boursier de langue française constituant un travail de recherche approfondi et original répondant aux besoins des professionnels du droit ou un ouvrage inédit.

Vous trouverez plus d'informations sur ce prix ainsi que les prix de thèse des années précédentes sur le site internet de l'AEDBF France :

www.aedbf.asso.fr



AGENDA

June, the 17th of 2009 : Annual General meeting of AEDBF Italy

The annual general meeting of AEDBF Italy was called in Milan (Intesa SanPaolo premises). After the meeting, a conference has taken place focusing on domestic and international profiles of the present banking crisis. Professor Marco Onado, of Bocconi University in Milan, was among the lecturers.

July, the 10th of 2009 : Romania : an arising national Committee

H. de VAUPLANE, J-P MATTOU and R. TUDORANCEA met for the first time the President of the Association of the legal advisors of the financial and banking system of Romania L. SILBERSTEIN, who is also legal head of the National Bank of Romania. He came with M.MATESOL and with G. H. SCHIOPU. This association includes more than thousand lawyers. A project is in progress for the creation of the next Romanian national Committee of the AEDBF.

September, the 24th of 2009 : AEDBF France Breakfast

The subject of the Symposium is the responsibility of banks in financial products distribution to customers. Intervention of Jean-Jacques Daigre and Yves Gérard.

October, the 23rd of 2009 : Banking and financial law meeting of AEDBF Monaco

The theme will be Banking and Frontiers: Influence and effect of the frontiers on banking and financial law.

Autumn 2009 – Summer 2010 : The Four Seasons of AEDBF Belgium

AEDBF Belgium organizes in 2009-2010 a cycle of four lunches-talk : The Four Seasons of the AEDBF. These meetings are likely to take place on September 29th, 2009, on December 3rd, 2009, on March 18th, 2010 and on June 25th, 2010.

AEDBF Belgium also organizes a symposium on the markets of the energy, on September 17th, 2009.

October 2010 : Symposium of the new Presidency

The subject of the symposium is currently under consideration by the French scientific council.

OTHER INFORMATION

National Committees

The list of the national Committees as well as their address and phone number are present on the web site of the AEDBF at the following address:

<http://www.aedbf.eu/index.php?id=comite>

EUREDIA Review

EUREDIA is a quarterly review in French and English languages, published in the Bruylant Editions, under the aegis of the European Association for the Banking and Financial Law, the Institute of Law and Economy of the Business (IDEA) of the University Lyon 3 and the European Centre of Researches in Bank and Finance.

Subscription at: [Etablissements Emile BRUYLANT SA Rue de la Régence 67 B-100 Bruxelles abt@bruylant.be](mailto:abt@bruylant.be) fees 200€

Award of thesis AEDBF France

AEDBF France established a prize called "2010 award of the AEDBF-France" to reward thesis of banking, financial or stock-exchange law in French language establishing a detailed and original research work meeting the needs of lawyers or an unpublished work.

You will find more information on this prize as well as the prizes of thesis of the previous years on the web site of AEDBF France:

www.aedbf.asso.fr



REVUE DE PRESSE – LEGAL NEWS

DIRECTIVE AMENDING THE SETTLEMENT FINALITY ON PAYMENT AND COLLATERAL DIRECTIVES

On the 7th of April 2009, the European Council together with the European Parliament adopted a directive amending directives 98/26/EC on settlement finality and securities settlement systems and 2002/47/EC on financial collateral arrangements as regards linked systems and credit claims. The main objective of the amendments is to bring the rules on settlement finality in payment and securities settlement systems as well as on financial collateral arrangement in line with the latest market and regulatory development and strengthen the tools for managing instability and turmoil in financial markets.

To reach the amendments:

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/08/st03/st03742.en08.pdf>

IMPLEMENTATION OF THE ISDA « BIG BANG » CDS PROTOCOL

On the 8th of April 2009 came into force the 2009 ISDA Credit Derivatives Determination Committees and Auction Settlement CDS Protocol, also known as the Big Bang Protocol. The protocol was open for adherence by parties to existing credit default swaps from March 12th. Signing on to the Protocol permitted parties to incorporate the 2009 ISDA Credit Derivatives Determination Committees and Auction Settlement Supplement to the Definition and to adopt credit event and succession event backstop dates into their existing transactions and credit derivatives transactions that are new or novated between April 8, 2009 and January 31, 2011. ISDA announced that as of April 8, 2009, more than 2000 market participants agreed to adhere to the Protocol.

To reach the Big Bang Protocol:

<http://www.isda.org/>

FAILLITE DE LEHMAN BROTHERS ET REMBOURSEMENT DES ACTIFS DES OPCVM

La Cour d'Appel de Paris confirme le 8 avril 2009 la décision du collège de l'AMF en date du 13 novembre 2008 qui enjoint les deux dépositaires principaux de trois OPCVM, RCB Dexia et Société générale, à restituer les fonds mis en dépôt.

La question à laquelle le juge avait à répondre visait, en l'espèce, à déterminer si le contrat de sous-dépôt pouvait justifier, pour le dépositaire initial, l'impossibilité de restituer à l'OPCVM les actifs confiés à la société défailiante. L'AMF ayant imposé cette restitution aux dépositaires principaux, le juge confirmera la solution retenue par l'AMF en matière de responsabilité, la justifiant, principalement, par le caractère d'ordre public des dispositions de l'article L. 214-26 CMF : « *Ce dépositaire est choisi par la société de gestion (...), sa responsabilité n'est pas affectée par le fait qu'il confie à un tiers tout ou partie des actifs dont il a la garde.* »

Lien vers l'un des arrêts de la Cour d'Appel :

http://www.amf-france.org/documents/general/arr%EAAt_cda_2008_22085.pdf



UK BANKING ACT 2009, FIRST VERSION

On the 21st of February 2009, The UK Banking Act, which establishes a permanent statutory regime for dealing with failing banks, came into force. This piece of legislation, which can be regarded as one of the UK government response to the current banks and financial markets crisis, purports at protecting and enhancing the stability of the financial system of the UK and enhancing the public confidence in the stability of the banking system.

According to the Banking Act, the Financial Service Authority (“FSA”), in consultation with HM Treasury and the Bank of England can take measures authorized under this Act when the FSA is satisfied that the bank is failing or is likely to fail, or when it is unlikely that the bank will be able to satisfy thresholds conditions in the absence of the exercise of the Act’s powers.

In practice, this legislation pictures a special prerogative regime for the banking regulators which is divided into three parts:

Part 1 of the Act gives a permanent basis on which the government can dispose of bank troubled assets or temporarily transfer the bank ownership to the public. Part 2 of the Act creates insolvency and administration regimes for banks whereas Part 3 contains miscellaneous provisions (like inter-bank transfer, printing of banknotes and the Financial Compensation scheme).

According to commentators, the most controversial provision under the first version of the 2009 Banking Act were some provisions of the stabilisation options which allow the public regulators to sell all or part of the banks business to a private sector purchaser, or to a company that is wholly owned by the Bank of England, through share or property transfer instruments. This right of transfer could in fact affect certain contractual rights (*close out netting* stemming from Derivative Master Agreement for example) that banks had executed with their counterparties.

As a first remedy, the British government added a Safeguard Order to the 2009 Banking Act which organises the framework of a derogative regime to stabilisation options. The material scope of application of that Order only covers financial collateral contract (according to directive 2002/47/CE) which must concern financial instruments according to directive 2004/39/CE.

In practice, the main issue for banks is to ensure that their transactions are covered by the Safeguard Order. Unfortunately, some of them weren’t covered since the underlying product or object was indirectly excluded from the scope of the Safeguard Order according to European regulations’ definitions (according to Directive 1287/2006 for example).

Moreover, the Safeguard Order also raised a global risk of *cherry picking* also called *bad apple* (risk implying that the British government can dispose of such contractual rights) since its material scope of application refers to “*contracts [...] which relates solely to relevant financial instruments*”. As a consequence, contracts that cover a large number of transactions (like the ISDA Master Agreement) could be excluded from the scope of the Safeguard Order if only one transaction executed under a relevant contract had to be excluded.

To reach the Banking Act and the relevant Safeguard Order
<http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2009a> (Banking Act)
http://www.opsi.gov.uk/si/si2009/uksi_20090322_en_1 (Safeguard Order)



UK BANKING 2009, HMT AMENDING THE SAFEGUARD ORDER

In response to comments made by the Treasury's banking Liaison Panel ("BLP"), reflecting some of the industry's concerns, HM Treasury published in June 2009 a draft amending the Banking Act, and especially the Safeguard Order, on the scope of the eligible financial instruments.

Regarding this issue, the main purpose of the amendments is to include in that scope transaction type that are typically covered in set-off, netting and title transfer financial collateral arrangement, in order to avoid the risk of *cherry picking* by the government on this sort of operations.

In practice, the amendment includes in the scope of application of the Safeguard Order all the financial instruments detailed under the Annex I Section C of the MFID Directive as well as "*any option, swap, forward, contract for differences or other derivative contract or any combination of those instruments*". The definition of the "relevant financial instrument" is also amended to include any contract for the sale, purchase or delivery of transferable securities, foreign currency.

With these amendments, the scope of the Safeguard Order should be broad enough to embrace any cash-settled physically settled transaction, regardless of the underlying index, asset price or other underlying variable measure. The government should be able then to avoid the risk of *bad apple* that would have jeopardized a large part of UK Banks' derivatives contract.

To reach the amendments:

http://www.opsi.gov.uk/si/si2009/draft/pdf/ukdsi_9780111480724_en.pdf

ROME I ET OPPOSABILITE AUX TIERS D'UNE CESSION DE CREANCES

L'article 14.1 du Règlement Rome I (593/2008 du 17 juin 2008) établit que les relations entre cédant et cessionnaire de la créance, même cédée en garantie, sont régies par la loi du contrat qui les lie. La loi de la créance cédée détermine quant à elle le caractère cessible de la créance, les rapports entre cessionnaire et débiteur, les conditions d'opposabilité de la cession au débiteur et le caractère libératoire de la prestation faite par celui-ci. Le texte est en revanche silencieux sur la question de la détermination de la loi gouvernant l'opposabilité aux tiers de la cession de créance. La question est importante en pratique car un conflit pourrait surgir par exemple entre d'une part, les créanciers du cédant, qui s'emploieraient à démontrer que la créance n'a jamais quitté le patrimoine de leur débiteur et d'autre part, le cessionnaire.

Les partisans de la loi du cédant (notamment les associations de place françaises) avancent que si le cédant est en faillite, l'application de la loi de la faillite désigne la loi du cédant ; qu'en outre les difficultés et coûts de recherches juridiques associés à la vérification des formalités d'opposabilité aux tiers dans chacun des droits des cédés pourraient rendre prohibitive la cession. Les défenseurs de la loi de la créance cédée (institutions anglaises en particulier) invoquent quant à eux l'indifférence de cette loi aux changements de localisation géographique (déplacement de siège ou de succursale) du cédant, outre la nécessité pour le cédé (teneur de compte bancaire par exemple) de déterminer qui est son créancier (à qui le solde bancaire doit être restitué, dans notre exemple).



ASSIGNMENT OF RECEIVABLES UNDER ROME I REGULATIONS (forum on law applicable to enforceability to third parties).

The Rome I Regulation (EU) 593/2008 dated 17 June 2008 intends to embody the Rome Convention on applicable law in cross-border contracts. The UK has opted out on Rome I Convention on the ground of a global complexity and inconsistencies of various articles of the Regulations.

Article 12 of Rome I Regulation provides that the mutual obligations of assignor and assignee under a voluntary assignment of a right against another person (the debtor), including by way of security, shall be governed by the law which under this Convention applies to the contract between the assignor and the assignee. The legal relations between the assignor and the assigned debtor (which law determines the conditions for assignment, the conditions under which the assignment can be invoked against the debtor and any question whether the debtor's obligations have been discharged) shall be governed by the law governing the assigned claim ("the right to which the assignment relates").

Rome I has an impact on various banking and financial activities (financing backed by assignments of receivables, factoring, securitization, derivatives, Project finance, guarantees ...).

The Rome I Regulation does not currently provide which law governs the enforceability of the assignment towards third parties although every EU Country recognizes the necessity to provide for the choice of one single law.

EU Countries are divided on this question : French banks are generally in favour of the law of the assignor's residence or headquarters raising different arguments : (i) the law of insolvency/ Bankruptcy of the assignor (major risk dealt in securitization transactions) would be the same as the law governing the enforceability to third parties therefore against the assignor's creditors; (ii) the difficulty and complexity to assess the legal requirements for enforceability to third parties in the jurisdiction of each assigned debtor.

The UK expressed in various forums such as the ESF (European Securitisation Forum) a general preference for the law of the assigned receivable, raising: (i) the risk of change of law in case of successive and multiple assignments; (ii) the practical necessity for the assigned debtor (the bank holding the account of the assignor for instance) to determine at any moment which creditor should be preferred to the others on the debt (which may depend on laws others than UK).

A French lobbying Group, comprising different banks and credit institutions, has been set up by the FBF (Fédération Bancaire Française / French Banking Association) to try to defend the "law of the assignor" approach. A global consensus has been reached on this issue between major French banks and institutions.

FINLAND MARKET COURT: INSTANT LOAN COMPANIES HAVE TO GIVE UP THEIR 24/7 EXPRESS DELIVERIES

Instant loan companies can no longer make credit agreements before they have provided the contract terms and other necessary information personally to the client. The client must also have enough time to get acquainted with the information provided. In addition, the companies cannot market instant loans with slogans emphasising the quickness of the service.



Ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement

Ce texte, qui entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009, opère transposition en droit français de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur.

L'apport principal de ce texte consiste à introduire au sein des opérations de banque une catégorie de services qui n'est pas réservée aux seuls établissements de crédit : les « services de paiement » (exécution d'opérations de virements et de prélèvements, services permettant de verser ou de retirer des espèces, gestion d'un compte de paiement, etc.). Ceux-ci pourront toujours être fournis par les établissements de crédit, mais sont également ouverts à une nouvelle catégorie de prestataires, « les établissements de paiement », soumis à des exigences moindres. Outre le statut de ces derniers établissements, l'ordonnance encadre les conditions d'exécution des opérations de paiement, ainsi que l'information due à l'utilisateur (notamment par le recours imposé dans certains cas à un contrat-cadre de services de paiement).

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=BFC157B9626D349D8EF995C08545F89F.tpdjo11v_1?cidTexte=JORFTEXT000020856747&categorieLien=id

Ordonnance n° 2009-897 du 24 juillet 2009 relative à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participation dans des entités du secteur financier

Ce texte, qui modifie le Code monétaire et financier et le Code des assurances, transpose la directive 2007/44/CE relative à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participation dans les entités du secteur financier. D'autres dispositions, de nature réglementaire notamment, compléteront cette transposition. Entre autres modifications, on retiendra de ce texte qu'il supprime l'obligation d'informer le gouverneur de la Banque de France en tant que président du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) huit jours avant le dépôt à l'AMF d'un projet d'offre publique en vue d'acquérir une quantité déterminée de titres d'un établissement de crédit agréé en France (art. L. 511-10 du code monétaire et financier). Cette obligation devrait être remplacée par une possibilité dans des textes réglementaires en cours de rédaction.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6CE6A8CF39BD643B60417DE2672F1599.tpdjo11v_1?cidTexte=JORFTEXT000020899993&categorieLien=id

Rédacteur : Delphine MARIOT-THOREAU
Contact : delphine.mariot-thoreau@calyon.com